



PRESTATIONS DE REPROGRAPHIE ET D'IMPRESSION NUMERIQUE

MARCHÉ N° 2024CYCPU0S18

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

CY Cergy Paris Université
33 boulevard du Port
95011 Cergy Pontoise Cedex

Représenté par,
Le Président de l'université
Laurent Gatineau

Comptable assignataire :
L'agent comptable,
Madame Carole DOTTI

TABLE DES MATIERES

PRÉAMBULE.....	4
Article 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
Article 2. DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE.....	4
Article 3. FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
Article 4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
Article 5. LIEUX D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	5
Article 6. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	5
Article 7. OBLIGATION LIÉES A LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	6
7.1 Traitement des données	6
7.2 Notification des violations de données à caractère personnel.....	7
Article 8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
8.1 Obligations générales.....	7
8.2 Obligation de moyen et de résultat	7
8.3 Obligation de collaboration.....	7
8.4 Obligation de conseil	7
Article 9. OBLIGATIONS DE L'UNIVERSITÉ.....	11
Article 10. MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	11
Article 11. REVERSIBILITE	12
Article 12. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	12
12.1 Contenu des prix.....	12
12.2 Avance	13
12.3 Acomptes.....	13
12.4 Variation des prix.....	13
Article 13. CONFIDENTIALITE	14
Article 14. PENALITES.....	15
14.1 Généralités	15
14.2 Pénalités de retard	15
14.3 Pénalité pour indisponibilité de la solution.....	Erreur ! Signet non défini.
Article 15. REGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	15
15.1 Exploitation des résultats du marché.....	16
15.2 Droits cédés	16
15.3 Durée et territoire de la cession.....	16
15.4 Destination	16

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

15.5 Droits et obligations du titulaire	16
Article 16. CONDITIONS ET MODALITES DE REGLEMENT	17
16.1 Mode de règlement du marché public et modalités de financement	17
16.2 Etablissement des factures	17
16.4 Délai global de paiement et intérêts moratoires	18
16.5 Retenue de garantie	19
Article 17. ASSURANCE	19
Article 18. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	19
18.1 Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre.....	19
18.2 Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre.....	19
18.3 Résiliation pour mauvaise exécution	19
18.4 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	20
Article 19. LITIGES	20
Article 20. DEROGATIONS AU CCAG-FCS	20

PRÉAMBULE

Dans le cadre du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), CY CERGY PARIS UNIVERSITE est désignée sous l'appellation « CY ou l'université ».

Le candidat retenu est désigné sous l'appellation « le titulaire ».

Le présent marché est passé en application du Code de la commande publique - désigné « le Code » dans le présent document - regroupant les deux textes suivants :

L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique (articles précédés d'un L.) ;

Le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (articles précédés d'un R.).

Les parties contractantes sont :

- CY Cergy Paris Université représentée par son Président ;
- Le prestataire attributaire de l'accord-cadre, ci-après désigné le Titulaire.

Article 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché a pour objet de confier à un prestataire les prestations de reprographie et d'impression des personnels administratifs et enseignants de CY Cergy Paris Université.

Le présent marché a pour objet :

1. La production de travaux d'impression numérique et de reprographie ;
2. La mise en œuvre et l'administration d'une application de commande en ligne et de gestion de la prestation.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le marché comporte des descriptions techniques spécifiques à une variante libre détaillées au sein du CCTP de la variante.

Le présent marché est un marché de services au sens de l'article L.1111-4 du Code.

Article 2 - DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

Conformément à l'article L.2113-11 du Code, le marché n'est pas alloti car la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Article 3 - FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le marché est conclu à prix unitaires. Le marché suit les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et suivants du Code, relatifs aux accords-cadres à bons de commande. Le présent marché fixe toutes les stipulations contractuelles et est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Le montant maximal annuel de l'accord-cadre est de 280 000 € HT.

L'accord-cadre ne comporte pas de montant minimal.

Article 4 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché est conclu pour une période ferme d'une année à compter du 1^{er} août 2025 ou à compter de sa date de notification si postérieure.

Le marché est ensuite renouvelable, par reconduction tacite, trois fois pour une période d'un an sans que la durée totale ne puisse excéder quatre ans.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La dénonciation du marché par le pouvoir adjudicateur sera notifiée par voie dématérialisée, via la Place, ou par lettre recommandée avec accusé de réception au moins un (2) mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

Aucune indemnité ne sera accordée en cas de non reconduction du présent marché public.

Article 5 - LIEUX D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

CY Cergy Paris Université est répartie sur 14 sites, implantés principalement sur le département du Val-d'Oise mais également sur les départements des Yvelines et des Hauts de Seine.

Les sites intégrés dans le périmètre actuel du service de reprographie sont :

- Les Chênes - 33 Bd du Port - 95011 Cergy-Pontoise Cedex
- Saint-Martin - 2 avenue Adolphe Chauvin - 95302 Cergy-Pontoise Cedex
- Les Cerclades - Bibliothèque Universitaire Place des Cerclades – 95015 Cergy- Pontoise Cedex
- Site de LabBoite – Parvis de la Préfecture – 95000 Cergy
- Neuville – 5, Mail Gay Lussac, Neuville-sur-Oise – 95031 Cergy-Pontoise Cedex
- Mir Neuville – 1, rue Descartes - Neuville-sur-Oise– 95031 Cergy-Pontoise Cedex
- Sarcelles – IUT – 34, Bd Henri Bergson – 95200 Sarcelles
- Argenteuil – IUT – 95/97 rue Valère Colas – 95100 Argenteuil
- Gennevilliers- ZAC des Barbanniers, avenue Marcel-Paul- 92230 Gennevilliers
- Antony – 26 rue Léon-Jouhaux- 92160 Antony
- ST-Germain-en-Laye, 5 rue Pasteur 78100 Saint-Germain-en-Laye
- Ecole de Design et Bachelor, 34 rue de la Croix de Fer 78100 Saint-Germain-en-Laye
- CY Tech, avenue du Parc 95000 Cergy
- CY Tech bâtiment Fermat, chemin du paradis 95000 Cergy

Au regard de l'éloignement géographique du site et du faible montant estimatif du besoin, le site de CY Tech à Pau est formellement exclu du présent marché public.

Le patrimoine immobilier de l'Université est susceptible de subir des modifications en cours d'exécution du marché public. Toute modification fera l'objet d'un avenant au présent marché conformément à l'article R.2194-1 du Code.

Article 6 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces constitutives du marché public sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante (par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS) :

- L'Acte d'attribution valant engagement et son annexe financière le bordereau des prix unitaires (2024CYCPU0S18_BPU) spécifique à l'offre de base ou à la variante ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (2024CYCPU0S18_CCTP) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (2024CYCPU0S18_CCAP) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 JORF n°0078 du 1 avril 2021 ;
- L'offre technique du titulaire.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le Cahier des Clauses Administratives Générales précédemment cité, bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent marché.

Toute documentation quelconque du titulaire contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée non écrite. En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure.

En cas de divergences entre les documents détenus par les parties, seul les documents détenus par l'Université font foi.

Article 7 - OBLIGATION LIÉES A LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

7.1 Traitement des données

Le titulaire s'engage dans le cadre du présent marché à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD »).

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions des maîtres d'ouvrage.

Au sens du RGPD et dans le présent article, CY Cergy Paris Université est désignée comme étant le responsable de traitement et le titulaire est désigné comme le sous-traitant.

Le titulaire (le sous-traitant) garantit au responsable de traitement la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement des données qu'il peut être amené à réaliser dans le cadre du présent marché réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

La finalité du traitement des données à caractère personnel est la réalisation des prestations objets du présent marché public.

Le titulaire (le sous-traitant) s'engage à :

- Traiter les données ayant un caractère personnel uniquement pour la seule finalité décrite ci-dessus ;
- Traiter les données qu'il recueille conformément aux instructions du responsable du traitement et figurant dans les documents contractuels du présent marché ;

Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité ;

- aider le responsable du traitement, dans la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont il est saisi par les personnes souhaitant exercer leurs droits en vertu du RGPD ;
- selon le choix du responsable du traitement, supprimer toutes les données à caractère personnel ou les renvoyer au responsable du traitement au terme de la prestation de services relative au traitement, et détruire les copies existantes ;

7.2 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par tous moyens.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

Article 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1 Obligations générales

Pour l'exécution des prestations encadrées par le présent marché, le titulaire apporte tous les soins nécessaires à son exécution conformément aux règles de l'art de la profession.

Il est par ailleurs tenu à une obligation générale de respect des normes en vigueur.

Le titulaire mène à son terme et dans les délais fixés dans son offre les prestations objet du présent marché.

Le titulaire est le seul responsable des intervenants qui demeurent sous son contrôle, sa direction et son autorité hiérarchique.

Le titulaire doit respecter en particulier les dispositions légales et réglementaires françaises en matière de droit du travail et les conventions collectives qui seraient obligatoires.

8.2 Obligation de moyen et de résultat

Le titulaire s'engage sur une obligation de résultat pour toute action placée sous son entière responsabilité.

Le titulaire s'engage sur une obligation de moyen pour toute action dont le déroulement n'est pas placé sous la responsabilité du titulaire.

8.3 Obligation de collaboration

Les parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations contractuelles. Le titulaire est soumis à une obligation de collaboration avec l'équipe de l'acheteur.

Il s'engage à maintenir un dialogue permanent avec l'ensemble des intervenants concernés et à communiquer au pouvoir adjudicateur toutes les difficultés dont il pourrait prendre la mesure au regard de son expérience, au fur et à mesure de la réalisation de ses prestations, afin de permettre leur prise en compte le plus rapidement possible, participant ainsi à la réussite du marché.

8.4 Obligation de conseil

Pendant toute la durée d'exécution du marché et en sa qualité de professionnel et de maître d'œuvre de ses prestations, le titulaire est tenu de satisfaire à son obligation de conseil par toutes

recommandations écrites ou orales. Les recommandations orales sont confirmées par un écrit transmis à l'acheteur.

Le titulaire s'oblige notamment à :

- faire bénéficier l'acheteur de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience,
- fournir tous les conseils et mises en garde utiles pour permettre la bonne exécution de prestations,
- prendre connaissance de toute contrainte et de toute information nécessaire à la bonne exécution des prestations du présent marché,
- solliciter toute réunion qui se révélerait utile à l'exécution des prestations.

8.5 Obligations relatives aux moyens mis à disposition (variante libre)

8.5.1 Moyens mis à disposition

La fourniture d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations sont assurées gratuitement par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire procède lui-même au branchement de son matériel (conforme aux normes en vigueur) aux points de fournitures désignés.

Les conversations téléphoniques strictement nécessaires à la bonne organisation des prestations et à la communication avec les services internes de CY Cergy Paris Université sont prises en charge par l'établissement. En aucun cas, les installations téléphoniques de CY Cergy Paris Université ne peuvent être utilisées par les cadres, préposés, sous-traitants ou fournisseurs du titulaire pour des appels de convenance personnelle. Les communications téléphoniques sortantes sont refacturées au titulaire.

En tant que professionnel, le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel et objet qui lui sont confiés dès sa prise en possession effective. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

CY Cergy Paris Université met à disposition du titulaire son propre matériel, tel qu'il est défini en annexe 1 du CCAP. Le titulaire rendra ce matériel en parfait état de fonctionnement à la fin du marché. Le titulaire sera responsable de l'entretien, de la maintenance curative et préventive de ce matériel.

S'il ne peut restituer un matériel ou objet pour quelque motif que ce soit, CY Cergy Paris Université décide, après s'être informée de ses possibilités, de la mesure de réparation à appliquer : remplacement ou remise en état.

En cas de perte, de vol ou de dégradation due à une mauvaise utilisation de ces équipements (moyens de communication, badges, clés...), le titulaire avisera aussitôt CY Cergy Paris Université des exemplaires manquants et assumera les frais de réparation ou de remplacement du matériel hors d'usage.

8.5.2 Etat des équipements mis à disposition par le titulaire

Les équipements installés par le titulaire dans le local mis à sa disposition sont conformes à l'ensemble des normes de sécurité françaises et européennes applicables.

Le titulaire garantit qu'ils respectent les normes de sécurité et d'antiparasitage en vigueur lors de l'installation et que les consommables respectent les consignes d'hygiène et de sécurité des normes de l'Union européenne.

Les équipements, objet du présent marché, doivent être conformes à l'ensemble des règles européennes en termes de respect de l'environnement.

8.5.3 Locaux et prestations

Le titulaire est tenu de maintenir les locaux et leurs équipements en bon état de propreté et de fonctionnement. Les interventions du pouvoir adjudicateur ou des entreprises agissant à sa demande, consécutives à un usage anormal ou au non-respect des consignes d'emploi ou des règles de sécurité font l'objet d'une réfaction égale au montant des interventions prélevées sur le décompte du titulaire.

Le titulaire doit immédiatement signaler par écrit toutes déficiences constatées avant ou en cours d'utilisation et susceptibles de provoquer un accident. Il est responsable des dégradations autres que l'usure normale et des conséquences qu'elles pourraient avoir dans le cas d'utilisation dans des conditions normales des locaux et équipements prêtés.

Le titulaire est responsable de la conservation et de l'emploi de tout matériel, de tout équipement et de tout local mis à sa disposition par CY Cergy Paris Université. Les matériels, équipements, locaux mis à la disposition du titulaire par CY Cergy Paris Université ne peuvent être utilisés qu'aux fins exclusives et dans les limites prévues dans le présent marché.

Si un matériel ou un équipement mis à la disposition du titulaire par CY Cergy Paris Université est détruit ou endommagé ou dégradé, le titulaire est tenu de le remplacer, de le remettre en état ou d'en rembourser la valeur d'acquisition ou le montant des frais de reconstitution à neuf à la date du sinistre.

8.5.4 Gestion des emballages

Les emballages des matériels, des équipements et des consommables utilisés sont évacués sans délai par le titulaire et ses sous-traitants éventuels. C'est notamment le cas des papiers, cartons, caisse en bois, plastiques, PVC, palettes de dépôts, verre ou métal, etc....

8.5.5 Responsabilités en cas de mauvaise exécution ou d'inexécution

En outre, il fait son affaire de la réparation des préjudices qu'il peut lui-même subir à l'occasion de l'exécution du marché, et renonce ainsi à tout recours à l'encontre du représentant du pouvoir adjudicateur.

Pour l'ensemble de ces obligations, le titulaire ne peut nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses cotraitants et sous-traitants. Il est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché.

Le titulaire du présent marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers ainsi qu'à ses biens, aux biens appartenant à CY Cergy Paris Université ou à des tiers, de son fait, ou du fait des biens dont il a la garde ou des personnes dont il est responsable.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, peut être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait de CY Cergy Paris Université.

De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

En cas de sous-traitance du marché, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

En cas de difficulté ou de mauvaise exécution des prestations, objet du présent marché, le titulaire rend compte à CY Cergy Paris Université sous cinq jours ouvrés à compter de la demande, des raisons

qui ne lui ont pas permis d'assurer la bonne conduite du marché. Il présente les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

Le titulaire est engagé pour la totalité des prestations prévues dans le cadre du présent marché. En cas de défaillance du titulaire dans la mise en œuvre des prestations, le titulaire doit prendre en charge l'intégralité des frais et dépenses nécessaires à la mise en place par une autre société de l'exécution des dites prestations.

En cas de violations des obligations mentionnées ci-dessus, de non-respect des Cahiers des Clauses Administratives / Techniques Particulières et en cas d'inexactitude des renseignements réclamés, le marché est résilié dans les conditions prévues au présent CCAP.

8.5.6 Sujétions pour le titulaire résultant de l'exécution du marché

8.5.6.1 Activités d'exploitation des bâtiments

Le titulaire ne peut se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui peuvent ou pourront être occasionnées par l'exploitation normale des bâtiments désignés dans le présent marché.

Il en est notamment ainsi des activités de maintenance et d'entretien courant sur les bâtiments et leurs équipements (ascenseurs, chauffage, climatisation, fermetures des fenêtres et portes, photocopies, ordinateurs etc...), pas plus qu'il ne peut causer une gêne.

8.5.6.2 Dispositions de fonctionnement

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance, avant tout commencement d'exécution du marché, des dispositions de fonctionnement des bâtiments de CY Cergy Paris Université.

Le personnel du titulaire, et celui de ses éventuels sous-traitants, est tenu d'observer ces dispositions et les prescriptions qui en découlent.

8.5.6.3 Interdictions d'accès ou de circulation momentanée

Des interdictions momentanées d'accéder ou de circuler dans les locaux peuvent être prescrites, notamment lors de départs ou d'arrivées de personnalités, ou à l'occasion d'alertes, d'exercices ou d'incidents signalés dans les bâtiments ou à proximité.

Les services de sécurité de CY Cergy Paris Université ainsi que les forces de police peuvent décider de surveiller, faire arrêter les prestations ou évacuer les bâtiments à l'occasion de visites officielles ou d'incidents éventuels qu'ils ont pour mission de prévenir. A cet effet, les services de sécurité ou la police peuvent prescrire le déplacement d'un matériel, d'un équipement ou d'un stock quelconque ainsi que le libre accès aux locaux occupés par le titulaire aux fins de fouille et visite.

8.5.6.4 Livraison de matériels, d'équipements et de consommables

L'approvisionnement et le stockage des matériels, équipements et consommables nécessaires à l'exécution des prestations doivent s'effectuer dans les locaux, par les accès et les horaires réservés à cet effet. Aucun stockage en vrac n'est autorisé.

Le titulaire assume, pour les fournitures stockées, la responsabilité du dépositaire à partir de la date de leur admission.

8.5.6.5 Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et

pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

A cet effet le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émanations de produits polluants.

S'impliquant au quotidien dans une démarche de développement durable, CY Cergy Paris Université attend du titulaire qu'il déploie auprès de son personnel la même démarche.

Le titulaire doit, dans la mesure du possible, être vigilant à privilégier des achats de fournitures, produits ou consommables respectueux de l'environnement et proposer CY Cergy Paris Université des alternatives à des produits usuels respectant l'environnement ou des méthodes de mise en œuvre ayant des répercussions favorables sur l'environnement.

8.6 Travailleurs isolés (variante libre)

Si l'exécution des prestations implique la présence, dans l'atelier mis à disposition sur le site du pouvoir adjudicateur, d'un agent unique relevant de la catégorie de « travailleur isolé », il appartient au titulaire, en sa qualité d'employeur, d'apprécier les conséquences de cette situation dans le cadre de son obligation générale de sécurité, au sens des articles L.4121-1 et suivants du Code du travail.

Le titulaire demeure seul responsable du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la protection des travailleurs isolés, notamment en matière d'évaluation des risques, de mise en œuvre de moyens de prévention adaptés, d'organisation des secours et de formation du personnel.

À ce titre, le titulaire assume l'entière responsabilité des conséquences de tout incident ou accident susceptible de survenir dans le cadre de l'isolement de son personnel, sans que la responsabilité du pouvoir adjudicateur ne puisse en aucun cas être engagée à ce titre

Article 9 - OBLIGATIONS DE L'UNIVERSITÉ

L'université s'engage à :

- fournir au titulaire les données et informations nécessaires à la réalisation du marché ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur dote le titulaire de clés, cartes ou codes d'accès en quantité suffisante, permettant l'accès aux locaux intéressés par les prestations.

CY Cergy Paris Université détermine seule le nombre de clés, cartes ou codes d'accès à la bonne exécution des prestations et au respect des mesures de sécurité.

Lors de la remise des clés ou cartes d'accès il est établi un procès-verbal par CY Cergy Paris Université, contresigné par le titulaire.

Article 10 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

Les fournitures et prestations doivent être conformes aux stipulations décrites dans le cahier des clauses techniques particulières relatif au présent marché.

Les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat.

Toutes les modifications apportées au périmètre du présent marché feront l'objet d'un avenant.

Les opérations de vérifications : quantitative, qualitative, livraison, mise en œuvre de marché, réception ou ajournement, réfaction, rejet se déroulent conformément aux articles 27 à 33 du CCAG-FCS.

Le présent marché s'exécute par le lancement de bons de commande. Les commandes sont émises au fur et à mesure des besoins de l'Université sans qu'aucun minimum de commande ne puisse être imposé à l'acheteur.

La notification des bons de commande émis par le logiciel SIFAC s'effectuera par courriel ou lettre simple.

Ces bons de commande prendront effet à compter de leur notification au titulaire.

Les bons de commande devront mentionner :

- Le numéro du bon de commande ;
- La référence du présent marché public ;
- La désignation des fournitures/prestations commandées ;
- La quantité ;
- Le lieu de livraison ainsi que les horaires de livraison ;
- Le nom de la personne à contacter le jour de la livraison ;
- Le montant de la commande (avec mention HT, TVA et TTC).

Conformément à l'article R. 2162-5 du Code, les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité du marché. L'Université ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Article 11 - REVERSIBILITE

En cas de cessation de la relation contractuelle, quelle qu'en soit la cause, le titulaire s'engage à restituer, à la première demande de l'Université formulée par lettre recommandée avec accusé de réception et dans un délai de trente jours à la date de réception de cette demande, l'ensemble des données lui appartenant sous un format standard lisible sans difficulté dans un environnement équivalent.

L'Université collaborera activement avec le titulaire afin de faciliter la récupération des données. Le titulaire fera en sorte que l'Université puisse poursuivre l'exploitation des données sans rupture, directement ou avec l'assistance d'un autre titulaire.

En ce sens, le titulaire transférera à l'équipe du futur titulaire les informations sur le contexte fonctionnel et technique de l'ensemble applicatif ainsi que sur les aspects de suivi du projet.

Article 12 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

12.1 Contenu des prix

Les fournitures et prestations faisant l'objet du présent accord-cadre seront réglées par application des prix mentionnés au sein du BPU.

En ce qui concerne les prix, ils sont fermes pour la première année puis révisables annuellement à chaque renouvellement de l'accord-cadre, dans les conditions fixées à l'article 12.4 du présent CCAP.

Les prix sont établis hors TVA et réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution ainsi que toutes les dépenses nécessaires à la bonne exécution des prestations. Ils comprennent l'ensemble des coûts liés à la réalisation des prestations : main d'œuvre, frais de déplacements, transport, assurance, fournitures, annonces et toutes autres dépenses éventuelles nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Le taux de TVA des factures afférentes au présent accord-cadre est celui applicable au moment de l'établissement des dites factures.

12.2 Avance

Les conditions ne sont pas remplies pour le versement d'une avance.

12.3 Acomptes

A la demande du titulaire et conformément aux dispositions du Code de la commande publique, des acomptes trimestriels peuvent être versés. Ils ne peuvent être supérieurs à la valeur des prestations réalisées. Le titulaire justifie de cette valeur par tous moyens.

12.4 Variation des prix

La révision des prix s'opère en baisse comme en hausse.

12.4.1 Formule de révision des prix

Les prix du présent marché public seront réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

a) Services

Les prix pour des prestations seront révisés annuellement par référence à l'indice CPF 18 – Travaux d'impression et de reproduction (identifiant INSEE : 010763809) et par application de la formule suivante :

$$P_n = P_{n-1} \times I/I_0$$

dans laquelle :

P_n = Nouveau prix applicable ;

P_{n-1} = Soit le prix initial du mois zéro soit le prix appliqué suite à la dernière révision ;

I = Valeur connue de l'indice à la date de révision ;

I_0 = Soit la valeur de l'indice connue au mois zéro soit la valeur de l'indice connue à la date de la précédente révision

b) Livraison

Les prix de livraison seront révisés annuellement par référence à l'indice de l'INSEE Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 49.41 – Transport routier de fret, Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 01076640, par application de la formule suivante :

$$P_n = P_{n-1} \times I/I_0$$

dans laquelle :

P_n = Nouveau prix applicable ;

P_n-1 = Soit le prix initial du mois zéro soit le prix appliqué suite à la dernière révision ;

I = Valeur connue de l'indice à la date de révision ;

I_0 = Soit la valeur de l'indice connue au mois zéro soit la valeur de l'indice connue à la date de la précédente révision

12.4.2 Modalité de révision des prix

Les prix sont révisés à chaque reconduction du marché.

A chacune des échéances prévues ci-dessus, les prix unitaires de l'accord-cadre sont révisés sur demande écrite du Titulaire ou à l'initiative du Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire s'engage à faire parvenir à l'université, par lettre recommandée ou par voie électronique avec accusé de réception, le nouveau BPU avec un préavis de 2 mois avant la date de renouvellement de l'accord-cadre.

Si la demande est initiée par l'Université, elle s'engage à faire parvenir au titulaire sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), le compte-rendu de l'évolution de l'indice de révision utilisé. Cette demande sera initiée au moins 2 mois avant la date de renouvellement de l'accord-cadre. Le titulaire ne pourra pas refuser la diminution du prix.

En cas de non-respect des délais de transmission, les tarifs seront tacitement reconduits pour la nouvelle période du marché.

Si le titulaire ou le pouvoir adjudicateur ne transmettent pas de proposition de nouveaux prix, les prix précédemment appliqués restent en vigueur jusqu'à la prochaine date de révision.

Ce nouveau BPU fait ressortir le pourcentage d'augmentation ou de minoration par rapport aux prix initiaux.

Celui-ci doit être transmis à l'Université par lettre recommandée avec avis de réception à l'adresse email suivante : marche@ml.u-cergy.fr

L'Université dispose d'un délai de 30 jours calendaires (la date portée sur l'accusé de réception faisant foi) pour accepter ou refuser les nouveaux prix unitaires. Au-delà de ce délai, le silence de l'administration ou du titulaire vaut acceptation des nouveaux prix.

Ces derniers sont annexés aux prix initiaux et prennent effet à compter de la date prévue pour l'application de la révision.

12.4.3 Hausse excessive des prix dans le cadre de la révision des prix annuelle

Clause de sauvegarde :

L'établissement pourrait décider la résiliation sans indemnité de la partie non exécutée des prestations du présent marché si l'augmentation du prix, opérée dans le cadre de la révision de prix, excède les 5 % par rapport aux prix définis durant la période précédente.

Dans cette hypothèse, la décision de la résiliation comportera un délai de préavis afin d'entreprendre une nouvelle mise en concurrence.

Au cours de la période courant de la notification au titulaire de la décision de résiliation et la date d'effet de cette dernière, le prix ancien continue d'être pratiqué. Toutefois, l'établissement ne peut, durant cette même période, maintenir un rythme de commandes supérieur à celui observé sur une période comparable précédente.

Article 13 - CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

En outre, le prestataire se conforme à un devoir de confidentialité et de secret professionnel sur tous les documents fournis, en particulier les sujets d'examens.

Ces derniers font l'objet de mesures spécifiques de sécurisation, dans la transmission des données et dans la logistique de réception et de livraison des documents : distribution impérative avec remise contradictoire en main propre (suivant procédure plis sensibles), stockage dans un local sécurisé, effacement garanti des données sur tous les systèmes informatiques utilisés pour le traitement (stations de travail, contrôleurs des machines d'impression, etc.).

Les documents originaux papier doivent être remis au demandeur ou détruits après reproduction.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. Ces obligations persisteront après l'exécution du marché.

CY Cergy Paris Université pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

En cas de violation de ces aspects, le titulaire encourt l'application d'une pénalité égale à 20 % du montant total du marché public et la résiliation immédiate du marché public pour faute.

Article 14 - PENALITES

14.1 Généralités

Les pénalités sont cumulables et non plafonnées. Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, elles sont dues dès le 1er euro, sans mise en demeure préalable et sans que l'Université n'invite le titulaire à présenter ses éventuelles observations.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

Quel que soit le montant des pénalités et sur décision du pouvoir adjudicateur, CY Cergy Paris Université se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités.

14.2 Pénalités de retard

Les pénalités applicables sont les suivantes :

Article CCTP Offre de base	Article CCTP Variante	Motif	Montant
5.4	5.5	Retard dans le délai de réalisation et de livraison de 72h ouvrées	50 € par jour ouvré de retard
8.3	8.3	Non-respect de la clause environnementale	20 € par constat
8.5	8.5	Ecart constaté par rapport à l'assurance qualité	50 € par constat

Article 15 - REGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-FCS « Utilisation des résultats » (Articles 34 à 37 du CCAG-FCS)

15.1 Exploitation des résultats du marché

L'acheteur bénéficie, au titre des dispositions du code de la propriété intellectuelle et des stipulations du CCAG-FCS, de la cession à son profit des droits exclusifs d'exploitation de toutes les œuvres graphiques et audiovisuelles réalisées au titre du présent marché et décrites au sein du CCTP ainsi que tout autre contenu créé, modifié et publié par le titulaire, dans le cadre du présent marché.

15.2 Droits cédés

L'université n'acquiert en aucun cas la propriété intellectuelle ou de toute autre nature des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards du titulaire.

Le titulaire n'acquiert en aucun cas la propriété intellectuelle ou de toute autre nature des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards de l'université.

Les créations graphiques sont formellement identifiées comme relevant du régime des résultats. L'Université acquiert la propriété intellectuelle de ces œuvres et le titulaire ne peut en aucun cas élever une quelconque réclamation.

Le titulaire peut utiliser les résultats aux seules finalités du marché. Il lui est formellement interdit de reproduire ou commercer les résultats. En outre, il peut utiliser les résultats aux fins de justifier la qualité de son travail déjà réalisé auprès d'autres acteurs.

15.3 Durée et territoire de la cession

Les droits susvisés sont cédés pour la durée légale de protection des droits d'auteur telle que définie aux articles L.123-1 à L.123-12 du code de la propriété intellectuelle.

À cet effet, le titulaire, s'il est une personne morale, déclare avoir obtenu du ou des contributeurs, personne(s) physique(s), cession de ses ou de leurs droits pour l'exploitation de la prestation ci-dessus énoncée et autorisation de la céder.

Les droits susvisés sont cédés pour le monde entier.

15.4 Destination

Le titulaire cède à l'acheteur, à titre exclusif, les droits d'usage, de reproduction et de représentation afférents aux œuvres réalisées au titre du présent marché, pour les usages de l'acheteur, pour toutes ses publications ou diffusions de caractère régional, national ou universel, y compris sur les supports et moyens de représentation télématiques, numérisés ou multimédias, quelle qu'en soit la forme et à des fins commerciales ou non.

La cession consentie s'étend à tous modes d'exploitation de l'œuvre visant à faire connaître l'acheteur et le fonctionnement des services publics au moyen de tout support existant et à venir.

La rémunération forfaitaire et définitive de la cession des droits susvisés est comprise dans le prix du marché.

15.5 Droits et obligations du titulaire

Le titulaire du marché conserve ses droits moraux d'auteur sur les œuvres vendues.

Le titulaire du marché ne peut faire aucun usage des résultats des prestations du marché ni communiquer les composantes de ces œuvres à des tiers sans accord préalable de l'acheteur.

Le titulaire du marché garantit à l'acheteur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toutes natures relatifs aux résultats qui sont cédés aux termes du marché.

Le titulaire du marché garantit :

- Qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle des demandes de titres et des titres qu'il cède ;
- Qu'il est titulaire ou détient les droits concédés sur les connaissances antérieures ;
- Qu'il n'a concédé sur les résultats, les titres et les demandes de titres, aucune licence, nantissement, gage ni aucun autre droit au profit d'un tiers ;
- Qu'il n'existe aucun litige, en cours ou imminent, et qu'il n'a été informé d'aucun litige susceptible d'être intenté concernant les droits objets de la cession.

Le titulaire du marché garantit à l'acheteur qu'au jour de la cession ci-dessus définie, il n'a été inséré dans les résultats aucune réminiscence ou reproduction susceptible de violer les droits de tiers, et de donner notamment lieu à des demandes ou actions en contrefaçon, plagiat, copie servile, atteinte au droit à l'image des personnes, responsabilité civile, et plus généralement de nature à troubler l'exploitation paisible des droits cédés.

En conséquence, le titulaire s'engage à faire son affaire personnelle de toutes réclamations et/ou procédures, quelles qu'en soient les formes et natures, formées contre le pouvoir adjudicateur par un tiers, et qui se rattacheraient directement ou indirectement aux droits cédés par le présent marché.

A cet effet, le titulaire s'engage à intervenir volontairement si nécessaire auprès de toutes les instances engagées contre le pouvoir adjudicateur, à le garantir de toutes les condamnations qui seraient prononcées contre lui à cette occasion, ainsi qu'à prendre à sa charge les frais de toutes natures dépensés par le pouvoir adjudicateur pour assurer sa défense, y compris les frais d'avocat.

Article 16 - CONDITIONS ET MODALITES DE REGLEMENT

16.1 Mode de règlement du marché public et modalités de financement

Les prestations seront financées dans le cadre du budget de l'Etablissement et feront l'objet d'un mandat administratif.

Le délai de paiement applicable au présent marché public est de 30 jours dès réception par le service acheteur de la facture établie par le prestataire.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

Les délais de paiement peuvent être suspendus dans les conditions prévues par la réglementation.

Les candidats sont en outre informés que le marché public sera conclu en euros.

16.2 Etablissement des factures

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les factures sont rédigées en français et exprimées en euros (€).

Elles sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ;

- Le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché public ;
- Le numéro de référence complet du bon de commande ;
- Les prestations réalisées ;
- Le montant HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC ;
- La date de facturation ;
- Les informations fiscales de chaque partie (numéro de TVA du créancier).

Facturation électronique :

Conformément au Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs depuis le 1er janvier 2020.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles D.2192-1 et suivants du Code.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

1 - Envoyer sa facture à partir d'un système tiers :

- Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

2 - Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL :

<https://choruspro.gouv.fr> afin de :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir sa facture directement sur le portail Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://choruspro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1> rubrique « nous contacter »

Pour déposer la facture relative aux terrains France et Royaume-Uni sur le portail Chorus Pro, il est nécessaire de renseigner les éléments suivants : numéro SIRET de l'établissement (CY Cergy Paris Université : 130 025 976 00015) et n° d'engagement juridique (numéro du bon de commande SIFAC).

Important : Le numéro SIRET stipulé dans l'acte d'attribution valant engagement doit explicitement être identique à celui qui est utilisé pour permettre le dépôt des factures via le portail CHORUS PRO. Toute incohérence générera automatiquement un rejet des factures par l'agence comptable de CY CERGY PARIS UNIVERSITE.

16.3 Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement applicable au présent marché est de 30 jours dès réception par l'établissement de la facture établie par le prestataire et après vérification du service fait.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 €.

16.4 Retenue de garantie

Il n'est pas opéré de retenue de garantie.

Article 17 - ASSURANCE

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit justifier, avant la notification de l'accord-cadre qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

A défaut, le cotitulaire s'expose à la résiliation de l'accord-cadre conformément à l'article 41 du CCAG FCS.

Article 18 - RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

18.1 Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre

Le présent accord-cadre peut être résilié en raison d'événements extérieurs au marché public (conditions définies à l'article 39 du CCAG-FCS).

18.2 Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre

Cet accord-cadre peut être résilié en raison d'événements liés au marché public (conditions définies à l'article 40 du CCAG-FCS).

La résiliation de l'accord-cadre consécutive à un événement lié au marché public n'entraîne aucune indemnisation en faveur du titulaire.

18.3 Résiliation pour mauvaise exécution

L'Université peut résilier le présent accord-cadre, pour faute ou aux torts exclusifs du titulaire (avec exécution à ses frais et risques) dans les cas suivants :

- Dans les hypothèses définies à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- Si le titulaire ne respecte pas les obligations de confidentialité ;
- En cas de non-respect des obligations et/ou missions telles que définies dans les documents particuliers (CCTP, CCAP ou offre technique du titulaire).

La résiliation pour mauvaise exécution doit être précédée d'une mise en demeure préalable restée infructueuse après un délai raisonnable. Lors de mauvaises exécutions successives pour le même motif, le pouvoir adjudicateur est dispensé d'une nouvelle mise en demeure : il pourra résilier immédiatement l'accord-cadre, quel que soit le délai écoulé entre la mise en demeure et la mauvaise exécution entraînant la résiliation.

Dans le cas où la résiliation est consécutive à une carence du Titulaire, ce dernier ne pourra en aucun cas prétendre à indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en cas de défaillance du titulaire, de faire exécuter ces prestations à ses frais et risques (résiliation du marché public aux torts du titulaire et exécution à ses frais et risques), conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

18.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 et 38 du CCAG-FCS, le présent accord-cadre peut être résilié pour motif d'intérêt général, sans versement d'indemnité de résiliation, après information du titulaire dans un délai raisonnable.

La résiliation pour motif d'intérêt général ne peut résulter que d'un courrier exprès adressé au titulaire avec avis de réception.

Toutefois, le titulaire a le droit d'être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Article 19 - LITIGES

En cas d'échec de la procédure de conciliation définie par les articles R. 2197-1 et suivants du Code, le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent pour juger des litiges pouvant naître de l'application ou de l'interprétation des clauses du présent marché.

Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

2/4 Boulevard de l'Hautil

95000 CERGY-PONTOISE

Tél : 01.30.17.34.00

Fax : 01.30.17.34.59

Article 20 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Il est fait dérogation aux articles suivants :

L'article 6 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 14.1 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 14.2 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS.

L'article 17 du présent CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-FCS.

L'article 18.4 du présent CCAP déroge à l'article 42 et 38 du CCAG-FCS.